

COVID-19 – ESPAGNE-PORTUGAL Conséquences sur le secteur Agriculture – Alimentation – Pêche

Veille du 26 mai 2020

Résumé :

Progression toujours asymétrique du déconfinement, avec le passage en phase 2, le 25 mai, de 47% du territoire espagnol. Cela signifie notamment que les bars et restaurants sont autorisés à ouvrir les terrasses à hauteur de 50% de capacité maximale et les salles au tiers. Mais **la réouverture de ces établissements, à ce stade, reste timide**.

Soulagement pour la filière fruits à noyaux : **le Gouvernement espagnol ouvre les frontières aux saisonniers agricoles étrangers disposant d'un contrat de travail**. Arrivée des premiers saisonniers agricoles roumains, "exemptés" (en théorie) de quatorzaine.

Tirées par l'Andalousie, **les exportations espagnoles de fruits et légumes confirment leur dynamisme au premier trimestre 2020**.

Regain de **tensions sur les prix producteurs** en Andalousie.

Les Communautés autonomes et les professionnels demandent au Gouvernement de renforcer le **plan de soutien viticole** par des aides d'État.

Début de campagne prometteur pour l'**ail** de Castille-la-Manche.

Le Ministre Planas demande la **prolongation du stockage privé pour l'huile d'olive** – mise en place en octobre 2019 –, dont les cours ont chuté depuis mi-mars en raison du Covid-19.

La Castille-et-León met en place des **aides directes régionales aux éleveurs** (petits ruminants, cochon de lait, taureaux de combat, porc ibérique).

Les **pêcheurs** attendent avec impatience la reprise d'activité des bars et restaurants.

Reprise partielle des arrêts temporaires en Galice, pour contenir la chute des prix consécutive à l'arrivée massive de captures irlandaises et écossaises non écoulées sur le marché français

Démarrage de la campagne de pêche au **thon rouge**, sur fond d'inquiétudes sur les prix.

L'industrie portugaise de la **morue** n'est pas épargnée par les conséquences de la pandémie.

ESPAGNE

Déconfinement

La réouverture progressive des bars et restaurants se poursuit, timidement. Le syndicat des hôteliers *Hostelería de España* évalue à 30% le taux de réouverture des établissements de RHD dans les régions en phase 2 de déconfinement (qui représentent 47% du territoire), et espère un passage à 50% d'ici à la fin de semaine. Concernant celles qui sont toujours en phase 1 (notamment Madrid, Barcelone et certaines provinces de Castille-et-León), il évalue ce taux à "à peine 15%". Il a également publié les résultats d'une enquête, menée auprès de ses membres : 30% indiquaient qu'ils prévoyaient de rouvrir en phase 1, 60% en phase 2 et les 30% restants en phase 3.

Accélération du calendrier pour les zones les moins peuplées. En vertu d'un décret publié le 22 mai dernier, les municipalités de 10.000 habitants maximum, avec une densité de population inférieure à 100 personnes par km² (et qui ne se trouvent pas dans l'aire urbaine d'une autre municipalité qui ne respecterait pas ces deux conditions) peuvent dès à présent, si elles sont en phase 1, bénéficier de certaines dispositions de la phase 2. Ces libertés additionnelles incluent notamment la réouverture des salles pour les bars et restaurants (à hauteur d'1/3 de la capacité maximale).

Assouplissement également dans les espaces d'approvisionnement alimentaires :

- Réouverture de la totalité des marchés aux bestiaux galiciens. Cette réouverture se fait toutefois sous conditions strictes : limitations des profils autorisés (vendeurs, acheteurs, transporteurs et vétérinaires) et de capacité maximale des espaces, port de masques, etc.
- Le marché de gros de Bilbao remonte ses seuils de capacité d'accueil maximale. Auparavant limité à 150 acheteurs par quart, le seuil passera à présent à 225, avec en prime 1/2 heure supplémentaire par quart pour effectuer ses achats. En mars et en avril, près de 41 Mt de fruits et légumes ont été vendues à Mercabilbao, soit 2 Mt de plus que l'an dernier.

Filières agricoles

• **Fruits et légumes**

Niveau record d'exportation pour l'Andalousie au premier trimestre 2020. Avec près de 2,2 Md€ exportés, l'Andalousie enregistre une croissance interannuelle de 8,6% et son meilleur score depuis le début des relevés (1995). Ces chiffres confirment à la fois la place majeure (44% du total) de l'Andalousie dans les exportations espagnoles de fruits et légumes, et plus largement le maintien du rythme d'exportation de fruits et légumes espagnols en dépit de la crise sanitaire.

Ail : un début de campagne prometteur. L'absence de stock de l'an passé, la forte demande, l'effacement temporaire du concurrent chinois et la résolution progressive des problèmes de main d'œuvre renforcent l'optimisme des producteurs, en particulier en Castille-la-Manche (principale région productrice en Espagne et en Europe). Quelques-uns indiquent toutefois qu'ils peinent encore à recruter des travailleurs saisonniers, et soulignent que des évolutions brusques de marché (avec un retour en force de l'ail chinois) ne sont pas à exclure.

Asperges : reprise des commandes en fin de saison, notamment à l'export, qui sauve les producteurs de Séville du marasme. Après plusieurs semaines très rudes, les exportateurs de Séville ont récemment reçu des nouveaux appels de clients, qui permettront d'amortir la chute. Pour la société exportatrice *Frupal*, les 600 t prévues ne seront certes pas atteintes, mais il est toutefois possible de viser plus de 450 t, avec un prix moyen raisonnable dans le contexte de crise actuel (entre 1,5 et 1,8 €/kg).

Amande : la chute des cours se poursuit. Sur le marché de gros de Reus (Catalogne), le prix producteur des amandes a connu de nouvelles baisses la semaine dernière (entre - 0,40 et - 0,45 €/kg). L'amande biologique n'est pas épargnée (-0,05 €/kg). Ces baisses de cours sont toutefois observées depuis début janvier 2020, si bien qu'il est difficile d'établir la part contributive réelle de la crise sanitaire.

Olives :

- **Importations record d'olives de table en mars 2020.** Selon les dernières données officielles, l'augmentation interannuelle serait de 185%, (63% si on considère l'ensemble du premier trimestre, là encore en augmentation interannuelle).
- **Menace parasitaire, en sus des prix producteurs en berne.** Dans la province de Jaén, le syndicat agricole COAG alerte face à des concentrations de teigne de l'olivier (*Prays oleae*) jamais observées auparavant, qui pourraient endommager entre 20 et 50% des arbres. Il indique que les traitements n'ont pas pu être effectués correctement en raison de la crise sanitaire.

Porc : la filière semble reprendre son souffle. La réduction de l'offre ces dernières semaines a en effet permis une baisse du poids moyen des carcasses ("seulement" +3,5 kg par rapport à 2019 en moyenne, contre +4 kg il y a quelques semaines). Les exportations sont légèrement dynamisées en volume, et surtout en valeur, par la baisse d'activité aux États-Unis (en raison des clusters dans les abattoirs et la controverse qu'ils suscitent). Le Président de l'interprofession porcine espagnole (Interporc) voit par ailleurs des effets positifs de cette crise, avec une filière passée "d'invisible à indispensable".

Fleurs coupées et plantes ornementales : confirmation de l'effondrement des exportations en mars 2020. Ces dernières accusent en effet une baisse interannuelle de 23% en mars 2020 (qui va même jusqu'à 34% pour les plantes ornementales). Les chiffres des mois suivants (avril et mai) correspondent à la pleine période de production, et seront donc vraisemblablement plus élevés.

Céréales : fin de l'état de grâce pour les cours du blé dur. Relativement préservés ces dernières semaines par rapport aux autres céréales, le prix du blé dur entame lui aussi une baisse : 260 €/t la semaine dernière (semaine 25), soit - 3,70% rien qu'en une semaine (fin avril, le prix était de 273 €/t environ).

Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

• **Mesures - PAC**

Programme de soutien viticole : avis toujours en demi-teinte des Communautés autonomes et de la filière. Ils réitèrent leur demande d'une aide d'État en plus des fonds du Programme national d'appui, afin de faire passer davantage de volume en distillation de crise et de rehausser les compensations au litre pour mieux prendre en compte les segments les plus impactés (notamment les vins AOP). Le débat s'est également invité à la chambre basse du Parlement, avec le Groupe du Parti Populaire (classé à droite) qui a lui-aussi interpellé de Gouvernement afin qu'il demande à la Commission européenne des fonds ad hoc supplémentaires.

Le Ministre Luis Planas demande la prolongation du stockage privé pour l'huile d'olive. La lettre envoyée au Commissaire J. Wojciechowski souligne que la mesure, déjà mise en place en octobre pour près de 210.000 tonnes, avait été efficace puisque les prix s'étaient raffermis en février, et qu'il est donc nécessaire de la prolonger eu égard à la nouvelle chute des cours depuis mi-mars, en raison cette fois du Covid-19.

Réactions toujours mitigées sur les stratégies européennes “De la fourche à la fourchette” et “Biodiversité” :

- **L. Planas** s’est dit favorable aux orientations prises en matière de développement durable sur le plan “environnemental, économique et social”, mais a de nouveau insisté sur la nécessité de disposer du temps et surtout des moyens nécessaires pour atteindre ces nouveaux objectifs.
- Le Gouvernement régional d’**Andalousie** indique qu’il partage ces objectifs, mais émet en revanche des réserves sur la méthode (qui « culpabilise » selon lui les agriculteurs dans un contexte déjà difficile) et sur le calendrier (trop rapide, et inopportun en contexte de crise).
- Côté **syndicats**, vive opposition également du côté des jeunes agriculteurs (Asaja) qui critiquent des mesures trop rapides (absence d’étude d’impact et de temps de récupération de la crise sanitaire) et “populistes”. Le syndicat des petits agriculteurs et éleveurs (UPA) est plus modéré : il salue l’importance de la biodiversité et la nécessité de la préserver dans les parcelles agricoles, tout en regrettant toutefois la stratégie visant à remplacer progressivement une partie des protéines animales par des protéines végétales.

• Mesures - hors PAC

La Castille-et-León complète les aides d’État, et met en place des aides régionales directes pour le cochon de lait, le porc ibérique et le taureau de combat (jusqu’à présent absents des aides nationales). 8,2 M€ supplémentaires ont été débloqués :

- au moins 2 M€ pour compléter les aides directes aux éleveurs ovins et caprins (6 € maximum par femelle allaitante, versement fin octobre) ;
- 2,3 M€ dédiés aux éleveurs de cochon de lait pour compenser les pertes de commercialisation (maximum de 5.000 €/exploitation) et 350.000 € supplémentaires pour les aider au stockage privé des carcasses ;
- 1,1 M€ pour les éleveurs de taureaux (maximum 5.000 €/exploitation) ;
- 2,5 M€ pour les éleveurs de porc ibérique (maximum 5.000 €/exploitation).

Distribution

Regain de tensions sur les prix producteurs en Andalousie. Mises sur pause le temps de la crise sanitaire, les manifestations pour un prix producteur plus juste ont repris le week-end dernier, en Andalousie, dans la province de Jaén (où les producteurs d’huile d’olive ont bloqué l’usine d’embouteillage locale). Le constat s’étend à d’autres productions : le syndicat des jeunes agriculteurs d’Alicante (Asaja) alerte notamment sur la situation des producteurs de pomme de terre et d’oignon, forcés d’arracher une partie des plants en raison des prix producteurs inférieurs aux coûts de production, tandis que le syndicat des petits agriculteurs et éleveurs (UPA) dénonce la vente de poulet à 1,99 €/kg en grande surface, alors que les coûts de production sont estimés à 2,70 €/kg.

La grande distribution prête à dégainer les promotions pour accélérer la reprise. Les rapports sur les tendances de consommation sont unanimes dans leurs conclusions sur une attention renforcée des ménages aux dépenses alimentaires, en raison du risque de crise économique et du climat plus général d’incertitude. La grande distribution, qui avait interrompu ses offres promotionnelles pendant 3 mois, prévoient donc des opérations massives pour capter les consommateurs et s’adapter à leur pouvoir d’achat potentiellement réduit. Ces mêmes analystes indiquent par ailleurs que l’absence de promotions ces dernières semaines peut être en partie responsable de l’inflation observée sur les prix à la consommation.

Engagement des indépendants pour la sauvegarde des commerces de proximité, qui “font l’âme” des villes et villages espagnols. Plusieurs organisations professionnelles ont publié conjointement lundi un “plan global de relance du commerce de proximité” avec 57 mesures. Y figurent notamment l’extension de la “prestation extraordinaire” pour les indépendants (équivalent du chômage partiel) au-delà du 30 juin pour les secteurs fortement impactés, la prorogation de l’assouplissement de paiement des loyers commerciaux, des réductions fiscales supplémentaires ou encore l’accompagnement au développement de plateformes de vente en ligne. Les commerces de proximité représentent actuellement en Espagne plus de 750.000 travailleurs, soit environ 24 % du total de travailleurs indépendants.

Mesures de gestion de la main d’œuvre

Ouverture des frontières espagnoles aux saisonniers agricoles étrangers disposant d’un contrat de travail, depuis le 25 mai, date à laquelle que les producteurs catalans de pêches-nectarines ont obtenu le feu vert du Gouvernement central pour considérer que les saisonniers en agriculture sont des « travailleurs essentiels » (au même titre que les personnels de santé).

Arrivée des premiers saisonniers agricoles roumains, “exemptés” de quatorzaine. 250 travailleurs en provenance de Roumanie viennent d’arriver dans les vergers catalans pour la récolte des fruits à noyaux, et d’autres devraient bientôt arriver. Bien qu’ils soient officiellement exemptés de la quatorzaine obligatoire (travailleurs “essentiels” disposant d’un contrat de travail), ils ont toutefois l’obligation de rester sur le site de l’exploitation pendant une durée équivalente.

L'affaire des enquêtes ciblées de l'inspection du travail s'invite sur la scène politique nationale. La tempête médiatique déclenchée il y a une dizaine de jours par l'ébrulement de directives données par le ministère du Travail à ses antennes régionales pour enquêter sur de potentiels cas « d'exploitation » de main d'œuvre en production agricole arrive à présent à la chambre basse du Parlement. Le groupe parlementaire d'opposition du Parti Populaire (classé à droite) a demandé une audition expresse des ministres du Travail et de l'Agriculture devant les commissions thématiques.

78% des travailleurs indépendants auraient repris leur activité, selon l'Association des travailleurs indépendants (ATA). Les 22% encore sans activité correspondraient pour la plupart à la filière hôtellerie-restauration, selon le Président de l'ATA.

Actions de solidarité - aide alimentaire

Economie souterraine en difficulté désormais impossible à ignorer. Selon le directeur de la Fédération espagnole des banques alimentaires (*Fesbal*), Miguel Fernández, l'augmentation de 30% de l'aide alimentaire reflète « l'effondrement de l'économie souterraine », obligeant de nombreuses personnes qui recevaient avant la crise des revenus non déclarés à demander de l'aide.

Pêche maritime et aquaculture

Le secteur attend avec impatience la reprise d'activité des bars et restaurants. Cette dernière est en effet synonyme de reprise de la demande en volume, et surtout en valeur, selon la Fédération nationale des confréries de pêcheurs (FNCP). La demande et les cours se sont effondrés ces dernières semaines surtout sur les produits hauts de gamme (crustacés, dorade, etc.), et la hausse de consommation enregistrée dans les foyers ne suffit pas à compenser les pertes. C'est le cas notamment dans la province de Pontevedra, où la vente de la palourde japonaise – qui a repris le 30 avril – n'a pas compensé la chute des ventes de crevettes, poissons rasoir enregistrée jusqu'ici (30-40% par rapport à la moyenne 2019) depuis la déclaration de l'état d'alerte (14 mars).

Reprise partielle des arrêts temporaires en Galice, pour contenir la chute des prix consécutive à l'arrivée massive de captures irlandaises et écossaises non écoulées sur le marché français. Le secrétaire général de CEPESCA (Confédération espagnole des associations de pêcheurs, représentant 95% de la pêche hauturière de ce pays), est revenu, dans un article publié le 24 mai dans le quotidien *El País*, sur l'analyse faite par le comité de crise mis en place suite au début de la crise du Covid-19 par les principales associations de la filière pêche espagnole. Selon le comité, la préférence des ménages français pour les produits de la pêche locaux, résultant d'une politique de soutien du gouvernement en faveur des produits de la pêche française, aurait eu comme principal effet collatéral l'arrivée massive, début mai, de captures irlandaises et écossaises non écoulées sur ce marché, sur les criées galiciennes, ayant provoqué un effondrement des prix sur ces dernières. C'est pourquoi, le secrétaire général de CEPESCA salue la décision prise par certains pêcheurs galiciens d'arrêter temporairement leur activité, et d'augmenter leurs stocks de produits surgelés non écoulés afin de contenir cette chute de prix.

Démarrage de la campagne de pêche au thon rouge, sur fond d'inquiétudes sur les prix. La campagne a commencé ce mardi 26 mai, avec des thoniers placés au large des Canaries et prêts à pêcher leur quota – le plus élevé de l'UE – de près de 6.107 tonnes. Bien que la campagne dure jusqu'à début juillet, le quota est généralement atteint en quelques jours. Les professionnels sont toutefois dans l'incertitude quant aux prix, dans le contexte de reprise timide de la RHD. Sur les marchés de Cadix cette semaine, le thon rouge était vendu à 7 €/kg, contre 11-12 € habituellement. Transférés dans des fermes marines, les poissons seront ensuite engraisés et sont habituellement majoritairement destinés au marché asiatique (qui en est très friand pour ses sushis). Les Espagnols commençaient également à apprécier le produit, mais reste à savoir ce qu'il restera de cet attrait une fois la crise sanitaire terminée.

Le commerce de détail critique la gestion bureaucratique des aides durant l'état d'alerte. L'association espagnole du commerce de détail de produits de la pêche (FEDEPESCA) critique les défaillances dans la gestion bureaucratique de l'administration centrale, estimant que des erreurs survenues dans la gestion des dossiers présentés par les entreprises touchées par la crise du Covid-19 auraient empêché, dans certains cas, le versement de celles-ci. C'est pourquoi, FEDEPECA rejette toute responsabilité dans la gestion de ces démarches, et demande au gouvernement central d'assumer ses responsabilités dans la matière.

PORTUGAL

Filières agricoles

- *Fruits*

La filière, particulièrement les petits producteurs, est préoccupée par la prochaine récolte. Selon un représentant de l'entreprise *Frusoal*, la principale inquiétude de la filière concerne désormais la prochaine récolte, après l'été. Pour mémoire, le prix des fruits a baissé de 5 % en mars par rapport au même mois de 2019. La filière appelle également à un soutien accru de la « petite production » afin de stimuler le commerce.

Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

Le Gouvernement analyse la possibilité de créer une ligne de crédit à taux réduit pour la filière cerise. Cette mesure viserait à répondre à la baisse de la production de cerises de plus de 70 % en raison des conditions météorologiques défavorables fin avril, notamment dans la région de Fundão (centre du Portugal). Selon les données les plus récentes de la mairie de Fundão, les pertes directes pourraient atteindre 10 M€. La ministre de l'Agriculture a souligné l'existence d'assurances garanties à 60 % par des fonds publics, mais dont le niveau d'adhésion reste faible. Une commission technique a été créée pour discuter des modalités de ces assurances récolte, en veillant à ce que les conditions répondent aux besoins des agriculteurs. La ministre a en outre rappelé que les mesures de soutien du Gouvernement permettaient d'aider tous les producteurs ayant enregistré des pertes de revenu.

Le président de la Commission des « Vinhos verdes » estime que le soutien à la distillation et au stockage de crise devrait être mis en place « dans les meilleurs délais ». Le président de la Commission de viticulture de la région de « Vinhos Verdes » (CVRVV) estime qu'il serait essentiel que les raisins soient valorisés lors de la prochaine récolte, préconisant ainsi la mise en pratique « dans les meilleurs délais » des mesures de soutien au secteur annoncées par la ministre de l'Agriculture, à savoir des aides à la distillation et au stockage de crise. Selon le président de la commission, les 10 M€ d'aide au secteur annoncés par le ministère de l'Agriculture sont insuffisants et doivent être renforcés mais il est surtout essentiel que ces fonds soient disponibles dès que possible.

Distribution

Les dépenses en boissons alcoolisées reculent. Une enquête réalisée par le cabinet McKinsey révèle que les dépenses des consommateurs portugais en alcools ont baissé de 27% au cours des dernières semaines. Plusieurs entreprises du secteur ont été contraintes de redistiller l'alcool stocké, faute de ventes, afin de proposer une nouvelle gamme de produits, notamment à usage sanitaire, et maintenir ainsi leur activité. C'est notamment le cas de *Sharish Gin*, qui a décidé de lancer une boisson avec une teneur en alcool de 75%, à boire en petite dose ou à utiliser comme désinfectant.

Secteur Forêt-bois

Nouvelle législation sur la forêt : la Confédération des agriculteurs du Portugal (CAP) reproche au ministère de l'Environnement de ne pas avoir suffisamment consulté le secteur (notamment le Conseil National des Forêts et les associations du secteur) avant d'adopter une nouvelle législation sur les forêts. Selon les informations publiées sur le site du Gouvernement, la nouvelle législation a apporté des modifications impliquant une décentralisation et des transferts de compétences et de responsabilités en matière de gestion administrative des forêts, y compris vers des organisations et entités privées.

Pêche maritime et aquaculture

L'industrie de la morue n'est pas épargnée par les conséquences de la pandémie. Le pays consomme environ 20 % des morues pêchées dans le monde, mais les effets de la pandémie sur l'industrie sont tels que, récemment, l'Association des industriels de la morue a lancé un appel aux supermarchés et restaurants portugais pour aider à promouvoir la consommation du produit afin de maintenir des milliers d'emplois, directs et indirects. Les circonstances ont contraint la filière à s'adapter pour poursuivre la production et la vente, via, par exemple, la livraison à domicile.